

Canadian Social Work Review
Revue canadienne de service social



**POUR REVOIR L'ACTION DES TRAVAILLEUSES SOCIALES ET
DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DANS LE DOMAINE DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

André-Anne Parent and Hugo Martorell

Volume 36, Number 2, 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1068548ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1068548ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Canadian Association for Social Work Education / Association canadienne pour la formation en travail social (CASWE-ACFTS)

ISSN

2369-5757 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Parent, A.-A. & Martorell, H. (2019). POUR REVOIR L'ACTION DES TRAVAILLEUSES SOCIALES ET DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE. *Canadian Social Work Review / Revue canadienne de service social*, 36(2), 49–70.
<https://doi.org/10.7202/1068548ar>

Article abstract

Despite Canada's relative wealth, many citizens live in precarious conditions and suffer the consequences of poverty. This is especially true when income does not provide the socially acceptable nutritional intake necessary for good quality of life and development. Also of concern is the fact that the number of Canadians who are experiencing some form of food insecurity is increasing. To help improve the situation, this article presents the results of a literature review and proposes various courses of action based on a conceptual model and operational framework developed by the authors. The authors present in detail the practices of social workers in the field of food security and discuss proposals for improving them.

POUR REVOIR L'ACTION DES TRAVAILLEUSES SOCIALES ET DES TRAVAILLEURS SOCIAUX DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

André-Anne Parent

Hugo Martorell

Abstrégé : Malgré la richesse relative du Canada, de nombreux citoyens vivent dans des conditions précaires et souffrent des conséquences de la pauvreté. Cela est d'autant plus vrai lorsque le revenu ne permet pas de se procurer de façon socialement acceptable l'apport nutritionnel nécessaire pour bien vivre et se développer. Il est aussi préoccupant que le nombre de personnes qui vivent une forme ou une autre d'insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter au Canada. Afin de contribuer à l'amélioration de la situation, cet article présente les résultats d'une recension des écrits sur le sujet et propose diverses pistes d'action issues d'un modèle conceptuel et d'un cadre opérationnel développés par les auteurs. Les auteurs présentent de façon détaillée les pratiques des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux dans le champ de la sécurité alimentaire et discutent des propositions pour les améliorer.

Mots-clés : Insécurité alimentaire, sécurité alimentaire, déterminants de la sécurité alimentaire, pratique des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux

Abstract: Despite Canada's relative wealth, many citizens live in precarious conditions and suffer the consequences of poverty. This is especially true when income does not provide the socially acceptable nutritional intake

André-Anne Parent est professeure adjointe à l'École de travail social de l'Université de Montréal, cotitulaire de la Chaire Jean-Monbourquette sur le soutien social des personnes endeuillées et chercheure au Centre Interactions du CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal. Hugo Martorell est coordonnateur du Pôle de recherche Justice et durabilité alimentaire au Collège Dawson.

Canadian Social Work Review, Volume 36, Number 2 (2019) / Revue canadienne de service social, volume 36, numéro 2 (2019)

necessary for good quality of life and development. Also of concern is the fact that the number of Canadians who are experiencing some form of food insecurity is increasing. To help improve the situation, this article presents the results of a literature review and proposes various courses of action based on a conceptual model and operational framework developed by the authors. The authors present in detail the practices of social workers in the field of food security and discuss proposals for improving them.

Keywords: Food Insecurity, Food Security, Determinants of Food Security, Social Workers' Practice

Introduction

MALGRÉ LA RICHESSE RELATIVE DU CANADA, de nombreux citoyens vivent dans des conditions précaires et souffrent des conséquences de la pauvreté. Cela est d'autant plus vrai lorsque le revenu ne permet pas de se procurer de façon socialement acceptable l'apport nutritionnel nécessaire pour bien vivre et se développer. Il est d'ailleurs préoccupant que le nombre de personnes vivant une forme ou une autre d'insécurité alimentaire ne cesse d'augmenter au Canada (Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2015) et ce, malgré le fait que le pays ait signé la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948 qui reconnaît à toute personne, selon l'article 25, « un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires » (Miller, 2017; ONU, 1948).

Le nombre de personnes qui utilisent les banques et distributions alimentaires est régulièrement utilisé comme un indicateur de la faim ou du taux d'insécurité alimentaire dans les pays développés. Toutefois, les recherches démontrent que bien des personnes en situation d'insécurité alimentaire ne fréquentent pas ces ressources - elles seraient jusqu'à 4,6 fois plus nombreuses - contribuant à masquer le phénomène et limiter notre compréhension des facteurs de vulnérabilité en cause et des interventions à mettre en place (Loopstra et Tarasuk, 2015). Malgré la prévalence de ce problème, une recherche dans les principales bases de données du champ du travail social¹ (à l'aide de différentes combinaisons des mots-clés suivants : « insécurité alimentaire », « sécurité alimentaire », « travail social », « intervention ») suggère que peu d'intérêt a été porté à cette question. Cet article présente les résultats d'une recension des écrits, expose les principales interventions et propose des pistes pour améliorer l'action des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux.

Intervention et insécurité alimentaire : définition d'un problème complexe

L'insécurité alimentaire est sans aucun doute un problème complexe, mais un regard attentif sur ses causes révèle qu'il s'agit avant tout d'une question de justice sociale (Bidwell, 2009; Gorton, Bullen et Ni Mhurchu, 2010). L'insécurité alimentaire est fortement associée au gradient social et au gradient de revenu, et se traduit par des inégalités sociales de santé entre des groupes socioéconomiques de la population (Gorton et coll., 2010; Institut national de la santé et de la recherche médicale, 2014). Certains facteurs socioéconomiques sont associés au risque de vivre l'insécurité alimentaire : revenu très faible ou provenant de l'aide sociale; ménage constitué d'une personne vivant seule; statut de chef de famille monoparentale; immigration récente; être locataire; et défavorisation matérielle et sociale du milieu de vie (Bidwell, 2009; Gorton et coll., 2010; Santé Canada, 2011).

L'insécurité alimentaire est reconnue comme un déterminant de la santé (Kirkpatrick et Tarasuk, 2008; McIntyre et Rondeau, 2010) et ses liens avec le diabète de type 2, l'hypertension, les maladies cardiovasculaires, la détresse mentale et la mauvaise santé en général sont clairement démontrés (Roncarolo et Potvin, 2016). Les carences alimentaires peuvent entraîner l'apparition d'une maladie chronique et contribuer aux difficultés de la soigner. L'insécurité alimentaire est également un prédicteur convaincant de l'utilisation et des coûts des soins de santé (Fafard St-Germain et Tarasuk, 2017; McIntyre et Rondeau, 2010; Pimlott, 2016). Par ailleurs, l'insécurité alimentaire engendre du stress et de l'inquiétude, qui ont des effets néfastes pour la santé, en particulier chez les enfants (Hamelin, Beaudry et Habicht, 2002).

Si certains professionnels considèrent que l'insécurité alimentaire est le symptôme d'une maladie sociale complexe et multidimensionnelle (Roncarolo et Potvin, 2016), d'autres s'attardent plutôt aux difficultés d'accès aux services locaux (Himmelheber, 2014). En général, les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux se situent dans ce deuxième groupe, car en référant généralement à des organismes communautaires ou charitables, associés à Banques alimentaires Canada et à son réseau de distribution alimentaire, ils tentent d'offrir des ressources alimentaires aux personnes qui ont faim, que ce soit pour répondre à des besoins urgents ou pour promouvoir la participation à des activités alternatives offertes par ces ressources. Quoique le don de denrées alimentaires soit leur principale activité, ces organismes offrent aussi des services alternatifs tels des programmes de développement des compétences, des cuisines collectives et du jardinage communautaire (Loopstra et Tarasuk, 2015; Banques alimentaires Canada, 2017).

Selon Rouffignat et ses collaborateurs (2002), la situation a largement évolué au cours des dernières décennies :

(...) de nombreuses expérimentations sociales ont été tentées autour de l'aide alimentaire : cuisines collectives, groupes d'achats, jardins communautaires et collectifs, épiceries sociales ou communautaires, etc. Ces expérimentations ont été qualifiées « d'alternatives » par les intervenants communautaires et publics et le terme est devenu usuel. (p. 10)

Malgré cette évolution, une observation du milieu et une recension des écrits nous amènent à constater que la majorité des interventions cible encore aujourd'hui les individus plutôt que les structures qui génèrent l'insécurité alimentaire, accordant peu de place à l'influence des composantes structurelles (Bidwell, 2009; Dowler et O'Connor, 2012; Gélineau et Dupéré, 2014; Parent, 2015; Pine et De Souza, 2013; Tarasuk et Eakin, 2003). Les interventions mises en place ont surtout tendance à remettre en question les compétences des individus vivant dans les ménages à faible revenu plutôt que les structures (Garthwaite, 2017), se concentrant sur le développement des connaissances, la capacité à faire un budget ou à faire des choix alimentaires appropriés, dans le but de développer leur autonomie alimentaire. Cependant, les écrits ont démontré que ce type d'interventions n'entraîne pas une amélioration significative de la sécurité alimentaire des ménages (Bidwell, 2009), celles-ci n'étant donc pas des options efficaces pour améliorer l'accès aux aliments (Loopstra et Tarasuk, 2012).

Pour plusieurs, le réseau de banques alimentaires, peu importe les activités offertes, est aujourd'hui un constituant essentiel du système de protection sociale (Ronson et Carahern, 2016) qui contribue à perpétuer l'insécurité alimentaire, et ce, malgré une adhésion généralisée à la définition de la sécurité alimentaire mise de l'avant par le Sommet mondial de l'alimentation en 1996. La sécurité alimentaire existe lorsque chaque être humain « a le droit d'avoir accès à une nourriture saine et nutritive conformément au droit à une nourriture adéquate et au droit fondamental de chacun d'être à l'abri de la faim » (Sommet mondial de l'alimentation, 1996, para. 1).

Il existe donc une tension à laquelle la communauté scientifique et les praticiens devront s'attarder. Si plusieurs considèrent qu'il est urgent de se concentrer sur les composantes structurelles des politiques et des interventions qui influencent l'accès et le droit à l'alimentation, d'autres pensent que la mobilisation du milieu communautaire et l'action intersectorielle pourront influencer les acteurs concernés. Roncarolo et Potvin (2016) rappellent de façon éloquente que :

Certains chercheurs maintiennent que les banques alimentaires exacerbent l'insécurité alimentaire, plutôt que de l'atténuer, en la masquant, en nuisant à la justice sociale et en libérant les gouvernements de leurs obligations. Ils laissent entendre que la plus grande acceptation sociale des interventions non gouvernementales comme moyen approprié de faire face à ce problème pourrait contribuer à la dépolitisation de l'insécurité

alimentaire au niveau des ménages. À l’opposé, d’autres chercheurs soulignent l’importance des banques alimentaires, affirment qu’elles devraient être renforcées par des collaborations afin d’accroître leur rôle pour régler la faim et les problèmes de santé, et reconnaissent la place stratégique que pourraient occuper les organismes communautaires pour changer l’approche à l’endroit de l’insécurité alimentaire. (p. 161)

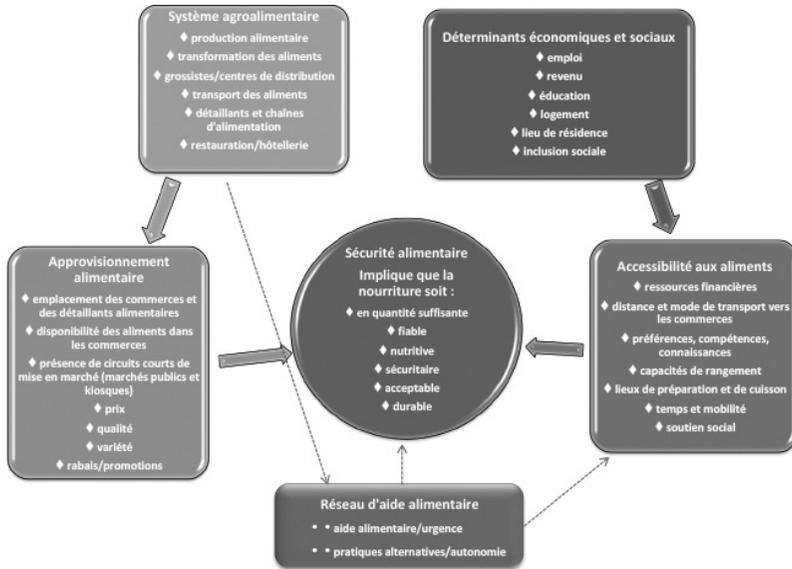
Malgré des retombées collectives fort pertinentes, il a malheureusement été démontré que les activités que l’on retrouve dans les organismes communautaires ne répondent qu’aux besoins urgents et ne contribuent que dans une faible mesure à créer les changements structureaux nécessaires pour réduire les taux d’insécurité alimentaire (Himmelheber, 2014). Quand il ne s’agit pas d’aide immédiate, les activités sont généralement orientées sur l’entraide et le développement de compétences personnelles, faisant fi du fait que l’insécurité alimentaire n’est pas une question de faibles compétences individuelles, d’absence de connaissances nutritionnelles ou d’isolement social (Loopstra, Taylor-Robinson et McKee, 2015). Dans ce contexte, la référence à ces services est certes nécessaire, mais sans grande valeur au regard des objectifs d’empowerment et de justice sociale du travail social (Himmelheber, 2014) et surtout, passe sous silence le rôle du système alimentaire et des politiques publiques dans l’augmentation des taux d’insécurité alimentaire. Dans un contexte d’augmentation des taux d’utilisation des ressources alimentaires et d’insécurité alimentaire, où près de 13% des Canadiens vivent une forme ou une autre d’insécurité alimentaire (Tarasuk, Mitchell et Dachner, 2015), cette action prend tout son sens, mais au vu de la situation, elle semble cependant bien limitée. On peut même se demander si la référence au réseau communautaire ne contribue pas à perpétuer ce phénomène, masquant à travers ses activités les difficultés réelles d’une part grandissante de la population (Garthwaite, 2017; Ronson et Caraher, 2016).

Pour agir davantage sur les déterminants de la sécurité alimentaire

Face à cette situation, plusieurs considèrent qu’il est urgent de se concentrer sur les composantes structurelles des politiques et/ou sur des interventions qui influencent l’accès et le droit à l’alimentation, dans une perspective d’équité sociale (Dieterle, 2015). Afin de travailler en ce sens, il s’avère nécessaire d’opter pour une approche globale, plus sociale et écologique, qui prend en considération le système alimentaire dans son ensemble, incluant les intérêts corporatifs des grands producteurs et distributeurs alimentaires (Lang et Barling, 2012). Cette perspective oblige les principaux acteurs à s’attarder à la façon dont le problème est formulé. Longtemps abordée au niveau individuel (le microenvironnement) peu d’attention a été portée aux pratiques qui relient toutes les composantes de la sécurité alimentaire, lesquelles sont

généralement associées au macroenvironnement (Burn et coll., 2010; Dupéré, Parent, Roy et Adam, 2017; Jacobson, 2007). Afin de contribuer à la réflexion, une adaptation du cadre conceptuel de Rychetnik, Webb, Story et Katz (2003) est utilisée pour identifier les déterminants de la sécurité alimentaire et y associer des interventions professionnelles (figure 1). Ce modèle a été proposé en 2015 dans une étude mandatée par le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et réalisée par la coauteure du présent article afin d'examiner les actions entreprises par les agences régionales de santé publique (Parent, 2015).

Figure 1 : Modèle conceptuel des déterminants de la sécurité alimentaire



Source : Adapté de Rychetnik et coll., 2003

Le modèle original (Rychetnyk et coll., 2003) a été modifié pour y inclure les projets du réseau d'aide alimentaire car de nombreuses personnes y ont recours pour assurer leur sécurité alimentaire et les professionnels y réfèrent régulièrement. Les flèches pleines représentent une influence directe tandis que les flèches pointillées réfèrent à une influence indirecte. Ce modèle est reproduit dans un cadre opérationnel (tableau 1) afin de classer les interventions possibles selon les déterminants, tout en identifiant les dimensions qui y sont associées (Hamelin, 1998; Québec en Forme, 2013; Tremblay, 2008).

Tableau 1 : Cadre d'action sur les déterminants de la sécurité alimentaire, des dimensions et des interventions qui y sont associées

Individu : microenvironnement \longrightarrow Population : macroenvironnement

DÉTERMINANTS					
Réseau d'aide alimentaire : aide alimentaire	Réseau d'aide alimentaire : pratiques alternatives	Meilleure accessibilité aux aliments	Approvisionnement alimentaire	Système agroalimentaire	Déterminants économiques et sociaux
DIMENSION					
Urgence, dépannage, don, bénévolat/participation	Participation-développement des capacités, création de liens sociaux	Participation, concertation, organisation communautaire, développement de ressources et services	Politiques publiques, concertation, mobilisation, organisation communautaire, action sociale	Politiques publiques, concertation, action sociale	Concertation, politiques publiques, mobilisation, développement social et des communautés, développement de la conscience critique, action sociale, organisation communautaire
INTERVENTION PROFESSIONNELLE					
Connaissance des ressources, évaluation des besoins, référence, accompagnement	Connaissance des ressources, évaluation des besoins, référence, accompagnement, animation et organisation d'activités, soutien à l'action communautaire, formation	Participation, animation et soutien à la concertation, organisation de ressources et services, soutien à l'action communautaire, formation	Participation, animation et soutien à la concertation, soutien à l'action communautaire, représentation	Participation, animation et soutien à la concertation, représentation, analyse des politiques publiques	Participation, animation et soutien à la concertation, représentation, soutien à l'action communautaire, développement de projets, analyse des politiques publiques, réalisation d'évaluations d'impact sur la santé et l'équité

Ce tableau présente des interventions propres au travail social, bien que partagées par d'autres disciplines, qu'elles soient issues d'approches individuelles ou collectives. Ce qu'il démontre, c'est la nécessité d'opter pour une perspective intégrée, qui combine des interventions à plusieurs niveaux, et ce, sur l'ensemble des déterminants de la sécurité alimentaire. Une approche intégrée, située ici dans un continuum, permet d'identifier des pratiques et des interventions qui dépassent celles qui sont exclusivement entreprises auprès des individus ou d'un groupe de personnes. L'élargissement du champ d'intervention selon les déterminants structureaux de la sécurité alimentaire soulève des défis, mais aussi des perspectives pour les intervenants en travail social. En effet, la mise en place d'un macroenvironnement propice à la sécurité alimentaire de tous passe par des changements fondamentaux à l'économie politique du pays, car l'État est engagé dans un tournant productiviste et néolibéral depuis les années 1980 (Bouchard, Lévesque et St-Pierre, 2005; Skogstad, 2012; Vaillancourt, 2017).

Selon le tableau présenté, certaines actions pourraient être davantage valorisées pour améliorer les pratiques. Celles-ci sont présentées en fonction des différents déterminants :

- **Accessibilité aux aliments** : mettre en place une offre de services qui intègre une variété d'interventions dans la communauté; adapter ou développer des circuits de transport collectif en milieu rural et urbain; renforcer les capacités de développement local des communautés.

- **Approvisionnement alimentaire** : collaborer avec la municipalité pour réviser le zonage en faveur des commerces alimentaires de proximité; soutenir la concertation avec les commerçants pour favoriser la disponibilité et l'accès aux aliments dans les milieux où ils sont absents; inciter les commerçants à offrir des promotions ou des rabais ciblés; développer des circuits courts de mise en marché abordable dans les déserts alimentaires; influencer les décideurs pour favoriser l'adoption de politiques qui limiteront le prix de certains aliments.
- **Système agroalimentaire** : collaborer avec le milieu de la recherche et les membres des tables de concertation concernées pour identifier les principaux producteurs alimentaires, les modes de régulation du marché, les effets des subventions accordées aux producteurs et distributeurs alimentaires, les taxes et tarifs douaniers ainsi que les mécanismes d'importation et d'exportation de la nourriture; réaliser un examen approfondi du système agroalimentaire et de la législation sur la préparation et le transport des aliments en collaboration avec les acteurs locaux, régionaux ou provinciaux; développer des concertations avec les grands distributeurs alimentaires; agir en partenariat pour influencer la disponibilité, le prix, la qualité et la variété des aliments.
- **Déterminants économiques et sociaux** : participer de façon importante aux lieux de concertation intersectorielle sur le logement, l'emploi, le revenu, l'éducation, l'aménagement du territoire et l'inclusion sociale; influencer les politiques publiques qui agissent sur ces mêmes composantes; intensifier l'engagement envers les organismes communautaires qui travaillent dans une perspective de développement social et des communautés, de développement de la conscience critique et d'action sociale.

Afin de procéder aux changements structureaux nécessaires pour réduire l'insécurité alimentaire, il apparaît donc essentiel que les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux s'intéressent davantage aux actions visant le macroenvironnement, en intervenant sur le système agroalimentaire et les déterminants économiques et sociaux.

Pour aller au-delà des interventions auprès des individus : le rôle des politiques publiques

En s'inspirant de chercheurs et d'organismes qui travaillent résolument sur le plan macroenvironnemental, il est possible d'élargir les interventions en matière de politique publique et d'envisager une action globale (Emery, Fleischb et McIntyre, 2013; Tarasuk, 2017) sur les déterminants sociaux et économiques et le système agroalimentaire. Une action globale signifie d'intervenir sur les iniquités sociales, mais

également sur les régimes alimentaires et le réchauffement climatique. Alors que les politiques de redistribution fiscale et de soutien au revenu, à l'emploi, au logement et à l'éducation aident à réduire la défavorisation matérielle de la population, le développement de la sécurité alimentaire, quant à elle, dépend d'autres fonctions gouvernementales, telles que la santé publique, le secteur alimentaire, l'aménagement du territoire et le développement local.

Au Canada, Rod MacRae (2011) a adapté la réflexion de Barling, Lang et Caraher (2002) amorcée au Royaume-Uni afin d'arrimer les préoccupations associées à l'équité et la santé avec celles de l'écologie et du commerce. Ceci inclut des propositions faites en matière de politique sociale et de santé, auxquelles il ajoute des interventions associées au marché du travail, à l'environnement, au développement rural, au commerce, à l'agriculture et au secteur agroalimentaire. Ces dimensions sont explicites dans le rapport rédigé par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation lors de sa visite controversée au Canada (De Schutter, 2012). Les politiques alimentaires dites « intégrées » sont au cœur du cadre conceptuel de MacRae et de Barling et ces idées ont largement été disséminées au sein de la communauté épistémique lors des colloques annuels de l'Association canadienne des études alimentaires et de l'Association canadienne sur le droit alimentaire (Andrée, Levkoe et Wilson, 2018).

Une approche intégrée signifie une coordination verticale entre plusieurs paliers gouvernementaux. Les provinces et territoires ont des compétences stratégiques en la matière, mais d'autres paliers, dont les municipalités, les régions administratives, les autorités autochtones et le gouvernement fédéral, peuvent aussi amorcer des interventions de développement d'un environnement favorable à la sécurité alimentaire (Martorell, 2017). Une approche intégrée soutient aussi une coordination horizontale accrue, et donc interpelle une panoplie de départements, d'agences et de fonctions gouvernementales (MacRae, 2011). Ces instances respectives disposent d'instruments d'intervention variés (réglementaires, législatives, financières, etc.), mais qui peinent à viser les macrodéterminants de la sécurité alimentaire et dépendent de la jurisprudence de chacun.

L'adoption de nouveaux cadres d'analyse est essentielle pour réaliser un examen plus approfondi de l'environnement institutionnel dans lequel les intervenants, organismes communautaires et leurs usagers se situent. Dans une étude comparative interprovinciale sur les dispositifs institutionnels en alimentation et en agriculture, les auteurs soulignent le vide institutionnel en ce qui concerne la dimension sociale et l'accessibilité alimentaire (Crowley et Slimani, 2012). On y constate, par exemple, que les ministères de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire se définissent principalement autour d'un mandat économique. De leur côté, les acteurs de la santé publique, certainement les plus impliqués dans le domaine de

la sécurité alimentaire, semblent davantage soutenir des actions portant sur l'environnement scolaire et commercial afin de lutter contre l'obésité et faire la promotion des saines habitudes de vie (Minaker et coll., 2016). Puisque ces interventions ne s'alignent pas forcément aux objectifs de lutte aux iniquités de santé, il reste important de mobiliser une multitude de moyens, notamment la réalisation d'évaluation d'impact des politiques sur la santé, l'amélioration du contenu nutritionnel de l'offre alimentaire, la transparence de l'information au consommateur, ainsi que dans les domaines de la publicité, de la fiscalité et de l'éducation (Mah, Cook, Rideout et Minaker, 2016; McKenna, 2010).

Une vision intégrée de l'environnement institutionnel, regroupant plusieurs paliers de gouvernement et secteurs, permet de cibler des interventions intersectorielles prometteuses en sécurité alimentaire. Si on s'intéresse aux interventions des provinces en la matière, le cas de la Colombie-Britannique se distingue par son travail de prévention. Si l'on compare ce cas avec le Québec, où la sécurité alimentaire a davantage été cantonnée au secteur de la santé publique (Bilodeau, 2006), la Colombie-Britannique fait valoir une participation élargie d'autres secteurs, dont les ministères de l'Agriculture et de l'Emploi (Seed, Lang, Caraher et Ostry, 2013). Dans le domaine de l'aménagement du territoire, c'est le Québec, cette fois-ci, qui a historiquement été la province la plus interventionniste et innovante en la matière (Martorell et Abergel, 2018). Il est donc souhaitable d'élargir la compréhension de l'environnement institutionnel pour intégrer une pluralité de cadres culturels et juridiques, notamment dans le contexte des revendications territoriales des peuples des Premières Nations, Métis et Inuits (INAC, 2015)

Les observateurs identifient cependant plusieurs défis au développement de politiques intégrées en sécurité alimentaire : cadres légaux et juridiques contraignants, formes de corporatisme organisationnel, conflits avec des intérêts commerciaux, consultations gouvernementales à portée limitée, sectorialisation des programmes et reddition de comptes unilatérale (MacRae et Abergel, 2012). En outre, les finalités et principes opérationnels des gouvernements sont remis en question. Une analyse discursive des mises à jour annuelles du gouvernement canadien sur son état d'avancement après le Traité de Rome (signé en 1998 à Québec) met en valeur un déplacement sous-jacent de la problématisation de l'insécurité alimentaire du palier fédéral à un problème de régimes alimentaires et de saines habitudes de vie (Mah, Hamill, Rondeau et McIntyre, 2014). Dans le secteur agroalimentaire, c'est l'orientation historique des politiques qui retient l'attention. En effet, cette orientation porte exclusivement des objectifs commerciaux aux visées internationales, repose sur une surdépendance aux assurances agricoles et maintient une conception étroite de la qualité alimentaire sous l'angle de la salubrité. Le recours aux instruments du marché par le principal programme canadien en matière de sécurité alimentaire dans

le Nord et les régions éloignées est révélateur et a été fortement critiqué pour ses retombées limitées (Burnett, Skinner et LeBlanc, 2015; Chin-Yee et Chin-Yee, 2015; Galloway, 2014).

Les professionnels du travail social qui souhaitent développer un examen plus approfondi de l'environnement institutionnel connaissent de nombreux défis lorsqu'ils souhaitent analyser les interventions gouvernementales dites « descendantes », ou *top-down* (Bourque, 2012). Le manque d'échange d'information et de coordination au sein des réseaux est un enjeu récurrent. En outre, l'analyse des politiques publiques et de leurs effets est parfois remise en cause par des lacunes en matière de données et d'évaluation. Par exemple, le module sur l'insécurité alimentaire de l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes peut être administré une fois tous les deux ans par les provinces ou territoires. Puisqu'il arrive que plusieurs provinces n'administrent pas l'enquête, parfois plusieurs années de suite, il est plus difficile de faire un suivi longitudinal (PROOF, 2017). Catherine Mah et ses collègues (2014) ajoutent qu'il existe plusieurs autres outils qui pourraient être utilisés (ex. : le panier nutritionnel, des évaluations de programme, des évaluations à l'échelle territoriale), mais il manque un consensus méthodologique.

Pour remédier à ce manque de cohérence, une approche intégrée aux cadres institutionnels peut être un outil pertinent pour les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux qui œuvrent auprès de populations défavorisées dans des secteurs variés. Une fois ces jalons conceptuels posés, on peut se tourner vers des pratiques parfois inédites qui émanent de façon « ascendante » du terrain, ou *bottom-up* (Bourque, 2012).

Des exemples d'actions à de multiples niveaux

Depuis la création d'un conseil des politiques alimentaires au sein de la Ville de Toronto, plusieurs observateurs se sont intéressés à des expériences émergentes de gouvernance alimentaire dite territorialisée afin de trouver d'autres solutions que celles associées aux dons d'aliments (Audet, Lefèvre et El-Jed, 2015; MacRae et Donahue, 2013; Martorell, 2017; Parent et Desjardins, 2015). Les expériences répertoriées incluent des chartes déclaratives, des stratégies municipales et intersectorielles, et des conseils de politique alimentaire (Bissardon et Boulianne, 2016). On peut aussi ajouter les mécanismes consultatifs variés, la concertation et le partenariat, la recherche-action et toutes autres interventions publiques qui correspondent aux compétences de la collectivité territoriale (ex. : zonage, schémas d'aménagements, permis, subventions). Les analyses sur les mécanismes de gouvernance alimentaire territorialisée se sont multipliées depuis les travaux de Potchukuchi et Kaufman (1999) et de Welsh et MacRae (1998) et ont permis d'identifier certains facteurs, dimensions et conditions de succès de ces approches (Duchemin

et Vermette, 2016). Lors des consultations qui ont abouti à la création du Conseil du système alimentaire montréalais, plusieurs observateurs proposaient un modèle hybride d'instance de concertation (Duchemin et Vermette, 2015). Dans ce contexte, un modèle hybride a l'avantage de travailler tant sous l'angle structurel que procédural (Mansfield et Mendez, 2013). En d'autres mots, ce type de modèle permet d'arrimer un mandat et un investissement soutenu de la part des instances publiques avec une participation équilibrée et multisectorielle des acteurs de la société civile et de la sphère économique.

Bien que la majorité des interventions sur l'insécurité et la sécurité alimentaire en travail social soit actuellement cantonnée à des actions auprès des individus et le microenvironnement, le renforcement des capacités, l'implication citoyenne et la concertation sont des modalités qui permettent d'agir davantage sur les déterminants intermédiaires comme l'accessibilité et l'approvisionnement alimentaire (Enriquez et Klein, 2012). Par exemple, dans sa démarche de Quartier nourricier, la Corporation de développement communautaire Centre-Sud, à Montréal, a adopté une approche de continuum de services en sécurité alimentaire afin d'identifier les acquis et les lacunes en matière d'accessibilité alimentaire, de développement des habiletés et de la défense des droits (Bergeron et Bilodeau, 2017). Dans un premier temps, cette approche identifie les services disponibles à travers le secteur communautaire, mais aussi de la santé et de l'éducation. Ces interventions comptent les services de références et de consultation (ex. : impôts, logement), ainsi que les banques alimentaires et les soupes populaires, les jardins éducatifs, les cantines scolaires, les cuisines collectives et les groupes d'achats (Brisebois, 2017). Afin de soutenir ces interventions, les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux pourraient collaborer en fournissant diverses données utiles, dont les données sociosanitaires ou d'utilisation des services. Ces informations devraient être actualisées régulièrement et communiquées de diverses façons (ex. : la géolocalisation) afin de rejoindre les populations vulnérables et les acteurs qui les desservent.

Les approches de développement local et territorial intégrées qui émanent de l'intervention collective et du développement des communautés se prêtent bien au besoin d'élargir les interventions sur les déterminants intermédiaires de la sécurité alimentaire. En effet, la mise en place d'une concertation inclusive et mobilisatrice est essentielle à l'intégration des systèmes d'information sur les services et les activités qui desservent les différents segments de la collectivité. Une étude sur le développement social à Montréal (Longtin et Rochman, 2015) indique que la mise en place d'instances de concertation locales, connues sous le nom de tables de quartier, est perçue comme la plus importante innovation institutionnelle qui ait vu le jour entre 1998 et 2014. Cela dit, le découpage administratif, le déploiement sectoriel des programmes et la fragmentation des espaces de concertation posent des problèmes

majeurs. En effet, au niveau local, le continuum des services en sécurité alimentaire comprend des interventions entreprises dans des domaines distincts ayant chacun une logique qui lui est propre, dont : la lutte à l'exclusion sociale; les saines habitudes de vie; l'aménagement et le verdissement; et la revitalisation économique.

Touzard et Temple (2012) considèrent que le point de départ de toute démarche de concertation sur la sécurité alimentaire devrait être l'identification des pratiques, des stratégies et des actions déjà mises en œuvre ou envisagées par les acteurs pour sécuriser leur alimentation. Selon cette logique, on remarque que les interventions pour favoriser l'accessibilité géographique et physique opèrent à mesure variable à travers le pays. Dans les milieux ruraux et à l'intérieur de certaines enclaves urbaines, il a été proposé de développer ou d'ajuster les circuits de transport collectif, tandis qu'en milieux plus denses ce sont les commerces de quartier (ex. : dépanneur) et organismes communautaires qui sont visés pour fournir des aliments frais à proximité et à prix réduit ou améliorer les compétences alimentaires des ménages. Ces initiatives sont importantes, car elles offrent un volet opérationnel au renforcement des capacités et aux dynamiques de concertation mentionnées plus haut. Bien que l'interaction avec le transport, les commerces et l'environnement bâti interpelle des compétences qui dépassent la discipline du travail social, et donc la formation des professionnels de cette discipline, l'implication des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux auprès de plusieurs milieux et populations (ex : le logement, l'itinérance, les résidences pour personnes âgées) est un véritable atout pour renforcer les retombées des initiatives locales en sécurité alimentaire.

En ce qui concerne l'approvisionnement alimentaire, des pistes d'action qui dépendent ni de l'aide alimentaire, ni des grands détaillants, sont également en émergence. En fait, il faudrait plutôt parler, dans le cadre du Québec, de réémergence, car les coopératives d'approvisionnement alimentaire étaient répandues avant que des investissements risqués et un désengagement gouvernemental eu cours dans les années 1970 (Lévesque, 2007). Dorénavant, l'action collective se construit à partir des organismes à but non lucratif, des entreprises d'économie sociale et de leurs instances de concertation, ainsi que d'un amalgame d'acteurs de soutien. Plus récemment, les formules d'approvisionnement de proximité se sont diversifiées, telles que les paniers à coûts réduits, l'agriculture soutenue par la communauté (les paniers biologiques), l'agriculture urbaine et les groupes d'achats (Audet et coll., 2015; Martorell, 2017). L'évaluation de ces initiatives est difficile (Mercille et Potvin, 2018) et plusieurs inconvénients en matière de saisonnalité, de logistique ou d'abordabilité, et donc d'équité sociale, ont été soulevés (Arsenault-Hétu, Audet et Brisebois, 2018; Voghel Robert, 2016). L'arrimage entre les marchés de quartier, les carrefours alimentaires intégrés et des pôles logistiques sont des avenues qui mériteraient plus d'attention (Audet et

coll., 2015) afin de garantir un approvisionnement de produits frais et de proximité à l'année et à juste prix pour les fournisseurs et une clientèle à faible revenu (Audet, Lefèvre et El-Jed, 2017)

Les innovations sociales en matière d'approvisionnement ont des implications pour les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux. Dans un premier temps, l'approvisionnement et l'écoulement de denrées sont des activités économiques et reposent sur des compétences liées à la gestion des achats et de la logistique des chaînes d'approvisionnement et des services alimentaires. Ce sont des expertises qui peuvent dépasser la discipline du travail social, mais qui font intégralement partie d'un grand nombre d'entreprises de réinsertion sociale. La formation des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux leur permettrait de mieux mobiliser les usagers et d'accompagner la mutualisation des risques associés au transport, à l'entreposage et aux ressources humaines, tout en prenant en compte les capacités financières des organismes porteurs et leur ancrage avant tout local (Arsenault-Hétu et coll., 2018). Dans un deuxième temps, on constate que, malgré leur rôle névralgique dans la chaîne, les distributeurs alimentaires sont un maillon manquant au sein des mécanismes de gouvernance alimentaire territorialisée (Billon, Baritau, Lardon et Loudiyi, 2016). Comme point de départ, les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux peuvent s'informer des filières et des réseaux de distribution en place dans leurs établissements ou sur leur territoire et évaluer auprès de leurs clientèles en quoi ces modalités répondent ou non à leurs besoins.

Les dynamiques locales qui visent les déterminants intermédiaires de la sécurité alimentaire représentent un terrain fertile pour atteindre des déterminants macroenvironnementaux. La mise en place de réseaux locaux, régionaux et provinciaux (Levkoe, 2015; Touzard et Temple, 2012) permet de créer des partenariats parfois inédits qui visent à arrimer et multiplier ces innovations tout en interpellant les instances gouvernementales. Le développement soutenu au cours des vingt dernières années de coalitions provinciales et pancanadiennes (Koç, MacRae, Desjardins, et Robert, 2008; Réseau pour une alimentation durable, 2018) facilite l'échange d'information, la recherche, la coordination et le plaidoyer. Ces forums bénéficieraient d'une participation accrue des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux, qui peuvent se mobiliser localement et via leurs associations professionnelles lorsqu'il convient, par exemple, d'influencer les politiques provinciales et fédérales (ex. : ordres professionnels provinciaux, Association canadienne des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux, Association canadienne pour la formation en travail social).

Malgré l'obligation légale du Canada d'assurer le droit à l'alimentation (De Schutter, 2012), force est de constater que les mesures de soutien financier déployées au Canada sont insuffisantes pour y parvenir. Cependant, Valerie Tarasuk et ses collègues (2015) du partenariat de

recherche PROOF mettent en valeur plusieurs interventions qui, lors de leur mise en place, ont effectivement réduit la défavorisation matérielle des ménages les moins nantis. C'est le cas, par exemple, des programmes fédéraux de sécurité de la vieillesse, de supplément de revenu garanti et de prestation fiscale pour les enfants. Au niveau provincial, c'est l'expérience de Terre-Neuve et Labrador qui se distingue pour avoir réduit ses taux d'insécurité alimentaire entre 2007 et 2011 et atteint le plus bas taux au Canada (PROOF, 2017). C'est en effet sous la direction du conservateur Daniel Williams que la province a augmenté, à cette époque, les mesures de soutien au revenu (indexé à l'inflation), élevé les seuils d'imposition minimaux et les avantages médicaux, et retiré les déductions sur les charges sociales dans le cadre d'emplois précaires. Bien qu'elles soient isolées, ces interventions peuvent orienter la revendication politique du droit à l'alimentation au Canada.

Tandis que la défense des droits individuels est une pratique courante en travail social, la défense des droits collectifs demeure marginale. Sur le terrain, la défense des droits collectifs passe par une problématisation non seulement du rôle d'un usager vis-à-vis des services, mais aussi de sa participation en tant que citoyen au sein des organismes communautaires, institutionnels et municipaux. Au Québec, la défense des droits a été modelée par les vagues successives de comité de citoyens (1963-1968), de groupes de services autonomes (1968-1973), puis des organismes communautaires (Bélanger et Lévesque, 2014). La défense des droits collectifs devrait donc être un objet d'intervention courant en travail social, et ce, malgré le fait qu'elle demande de se positionner sur des enjeux complexes et trop souvent sectorialisés. La défense des droits collectifs demande effectivement une analyse des politiques en place en matière de sécurité alimentaire et d'éviter les fausses solutions. Les incitations fiscales aux dons d'aliments destinées aux grandes entreprises privées et adoptées par plusieurs gouvernements provinciaux sont insuffisantes, alors que des mesures qui garantissent un revenu minimum aux ménages vulnérables ont une influence plus importante sur la sécurité alimentaire. Cela dit, cet article suggère que la dimension sociale de la sécurité alimentaire ne peut être cantonnée à une seule fonction gouvernementale, celle de la réduction de la pauvreté, mais qu'elle devrait plutôt être intégrée de façon transversale à l'environnement institutionnel, incluant le développement rural (OECD, 2010), l'environnement (Crowley et Slimani, 2012) et l'agroalimentaire (CAAAQ, 2008).

Conclusion

Cet article présente différentes propositions pour aider les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux à agir davantage sur les déterminants de la sécurité alimentaire. D'entrée de jeu, une tension entre les propositions qui visent à créer un filet de protection sociale conséquent,

et celles qui demandent un investissement accru dans les organismes de sécurité alimentaire est soulevée. Afin de mieux saisir en quoi les actions peuvent se compléter plutôt que se concurrencer, les interventions ont été positionnées dans un continuum qui va des déterminants individuels aux déterminants macroenvironnementaux de la sécurité alimentaire. Une discussion sur les interventions professionnelles, dont l'analyse des politiques publiques, la mobilisation des instances de concertation, la sensibilisation des décideurs et la mise en place de modalités de gouvernance territorialisée fût ensuite présentée.

Afin de soutenir les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux, il semble important de se doter d'outils et d'une capacité institutionnelle qui permettront d'influencer les politiques de l'État en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté. Cette capacité institutionnelle invite à réfléchir au repositionnement des instances professionnelles autour des déterminants structurants de la sécurité alimentaire et de la représentation de la profession au sein des concertations provinciales et fédérales. Le travail de la profession du travail social auprès des populations les plus vulnérables fait en sorte que celle-ci peut être un véritable atout dans la lutte à l'insécurité alimentaire. Comme les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux se situent dans des environnements de travail variés, incluant les milieux communautaires et institutionnels, les leviers à leur disposition changent en conséquence. En outre, la travailleuse sociale/le travailleur social n'est pas seulement un intervenant auprès d'individus en difficulté, il est aussi un acteur qui doit s'affirmer dans son rôle politique. C'est dans ce sens que les bonnes pratiques en sécurité alimentaire - la défense des droits collectifs, la mobilisation intersectorielle et les approches interdisciplinaires - devraient davantage être prises en compte dans les programmes professionnels.

NOTES

- 1 Social Services Abstracts, Social Work Abstracts, Sociological Abstracts, Erudit, CAIRN, Google Scholar

RÉFÉRENCES

- Andrée, P., Levkoe, C. et Wilson, A. (2018). Special Issue on building an integrated Food Policy for Canada : An open letter to the Canadian food policy community. *La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 5(3), 1-5. doi : 10.15353/cfs-rcea.v5i3.335
- Arsenauld-Héту, C., Audet, R. et Brisebois, É. (2018). *Pratiques, intérêts et défis de l'approvisionnement alimentaire. Étude de faisabilité sur la mise en place d'un regroupement d'achats régional de produits locaux ou d'un projet de mutualisation de l'approvisionnement pour des organismes et les réseaux alternatifs à Montréal*. Montréal, QC : Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique.

- Audet, R., Lefèvre, S. et El-Jed, M. (2015). *La mise en marché alternative de l'alimentation à Montréal et la transition socio-écologique du système agro-alimentaire* (no 01-2015). Montréal, QC : Cahiers De Recherche OSE.
- Audet, R., Lefèvre, S. et El-Jed, M. (2017). Structuring Tensions and Key Relations of Montreal Seasonal Food Markets in the Sustainability Transition of the Agri-Food Sector. *Sustainability*, 9(3), 320.
- Banques alimentaires Canada. (2017). Les banques alimentaires au Canada. Repéré à <https://www.foodbanksCanada.ca/Renseignez-vous-sur-la-faim/Banques-alimentaires-au-Canada.aspx>
- Barling, D., Lang, T. et Caraher, M. (2002). Joined-up Food Policy? The Trials of Governance, Public Policy and the Food System. *Social Policy and Administration*, 26(6), 556-574.
- Bélanger, P.R. et Lévesque, B. (2014). Le mouvement populaire et communautaire : de la revendication au partenariat (1963-1992). Dans B. Lévesque, J.M. Fontan, et J.L. Klein, (dir.), *L'innovation sociale : les marches d'une construction théorique et pratique* (pp. 45-74). Québec, QC : Presses de l'Université du Québec.
- Bergeron, F. et Bilodeau, A. (2017). *Comment se produisent les effets de l'action intersectorielle locale ? Un exemple de réussite : le projet Quartier nourricier dans Centre-Sud*. Communication aux Rencontres de partage de connaissances, n03. Le pouvoir d'agir des communautés locales : un incontournable pour la santé.
- Bidwell, S. (2009). *Food security. A review and synthesis of themes from the literature*. Christchurch, Nouvelle-Zélande : Canterbury District Health Board.
- Billon, C., Baritoux, V., Lardon, S. et Loudiyi, S. (2016). Les acteurs de la distribution. Quel rôle dans la gouvernance alimentaire territoriale ? Dans P. Mundler et J. Rouchier (dir.), *Alimentation et proximités. Jeux d'acteurs et territoires* (pp. 345-364). Dijon, France : Educagri éditions.
- Bilodeau, A. (2006). *Évaluation de la planification du Programme de subventions en sécurité alimentaire*. Montréal, QC : Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Direction de la santé publique.
- Bissardon, P. et Boulianne, M. (2016). Gouvernance alimentaire territorialisée. Le cas des collectivités canadiennes. Dans P. Mundler et J. Rouchier (dir.), *Alimentation et proximités. Jeux d'acteurs et territoires* (pp. 323-342). Dijon, France : Educagri éditions.
- Bouchard, M.J., Lévesque, B. et St-Pierre, J. (2005). *Modèle québécois de développement et gouvernance : entre le partenariat et le néolibéralisme ?* (no ET0505). Montréal, QC : Centre de recherche sur les innovations sociales.
- Bourque, D. (2012). Intervention communautaire et développement des communautés. *Reflets*, 18(1), 40-60. <https://doi.org/10.7202/1012331ar>.
- Brisebois, É. (2017). *Répertoire des initiatives alternatives du système agroalimentaire montréalais* (no 06-2017). Montréal, QC : Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique.
- Burnett, K., Skinner, K., et LeBlanc J. (2015). From Food Mail to Nutrition North Canada : Reconsidering Federal Food Subsidy Programs for Northern Ontario. *Canadian Food Studies*, 2(1), 141-156.

- Burns, C., Kristjansson, B., Harris, G., Armstrong, R., Cummins, S., Black, A. et Lawrence, M. (2010). Community level interventions to improve food security in developed countries (Protocol). *Cochrane Database of Systematic Reviews*, (12). doi : 10.1002/14651858.CD008913.
- Chin-Yee, M. et Chin-Yee, B.H. (2015). Nutrition North Canada : Failure and Face within the Northern Strategy. *University of Toronto Medical Journal*, 92(3), 13-18.
- Comité de la sécurité alimentaire mondiale (2012). *Rapport final*. Repéré à <http://www.fao.org/docrep/meeting/026/MF115f.pdf>
- Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois (2008). Les consultations : Mémoires. Repéré à <http://www.caaqa.gouv.qc.ca/consultations/memoires.fr.html>
- Crowley, M. et Slimani, Y. (2012) *Analyse des arrangements institutionnels du cadre politique national et international contemporain en agriculture et en alimentation au Canada. Analyse de l'aptitude du cadre politique national et international contemporain à réaliser le développement durable en agriculture et en alimentation au Canada* (no 4). Québec, QC : École nationale d'administration publique.
- Duchemin, E. et Vermette, J.P. (2015). *Mémoire du Laboratoire sur l'agriculture urbaine (AU/LAB). Présenté à la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (Ville de Montréal) dans le cadre de la consultation publique « Analyse de l'opportunité, pour l'agglomération de Montréal, de se doter d'un Conseil de politiques alimentaires (CPA) »*. Repéré à http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/COMMISSIONS_PERM_V2_FR/MEDIA/DOCUMENTS/MEM_LABOAGRIURBAINE_20151007.PDF
- Duchemin, E., et Vermette, J.P. (2016). Montréal, ville nourricière. Dans J. Cockrall-King (dir.), *La révolution de l'agriculture urbaine* (pp. 282-298). Montréal, QC : Éditions Écosociété.
- Dupéré, S., Parent, A.-A., Roy, M. et Adam, G. (2017). Working with the community toward food security in Limoilou, Quebec city. Dans Vollman, A.R., Anderson, E.T. et McFarlane, J. (dir.). *Canadian community as partner* (4th Edition, pp. 307-315). Philadelphia, États-Unis : Wolters Kluwer.
- Emery, H., Fleischb, V. C. et McIntyre, L. (2013). How a guaranteed annual income could put food banks out of business. *School of Public Policy Research Papers*, 6(37), 1-20.
- Enriquez, D. et Klein, J.L. (2012). *Les déserts alimentaires et la réponse communautaire : Un cas dans un quartier précaire à Montréal*. Communication présentée au Colloque XVIIe Rencontres du RIUESS, Nancy, France.
- Fafard St-Germain, A.-A. et Tarasuk, V. (2017). High vulnerability to household food insecurity in a sample of Canadian renter households in government-subsidized housing. *Canadian Journal of Public Health*, 108(2), e129-e134.
- Galloway, T. (2014). Is the Nutrition North Canada retail subsidy program meeting the goal of making nutritious and perishable food more accessible and affordable in the North? *Canadian Journal of Public Health*, 105(5), e395-7.
- Garthwaite, K. (2017). 'I feel I'm Giving Something Back to Society': Constructing the 'Active Citizen' and Responsibilising Foodbank Use. *Social Policy & Society*, 16(2), 283-292.

- Gélineau, L. et Dupéré, S. (2014). Autonomie alimentaire et recherche participative. *Revue du CREMIS*, 7(1), 38-43.
- Gorton, D., Bullen, C.R. et Ni Mhurchu, C. (2010). Environmental influences on food security in high-income countries. *Nutrition Reviews*, 68(1), 1-29.
- Hamelin, A. M. (1998). *Prévenir l'insécurité alimentaire au Québec : un cadre d'action fondé sur l'analyse de la situation*. Communication présentée au Congrès annuel de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, St-Hyacinthe.
- Hamelin, A.M., Beaudry, M. et Habicht, J.P. (2002). Characterization of food insecurity in Quebec : food and feelings. *Social Science & Medicine*, 54(1), 119-132.
- Himmelheber, S. (2014). Examining the Underlying Values of Food Security Programming : Implications for the Social Work Profession. *Journal of Progressive Human Services*, 25(2), 116-132.
- Indigenous and Northern Affairs Canada. (2015). Comprehensive Claims. Government of Canada. Repéré à <https://www.aadnc-aandc.gc.ca/eng/1100100030577/1100100030578>
- Institut national de la santé et de la recherche médicale (2014). *Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique : une expertise collective de l'Inserm*. France : Institut national de la santé et de la recherche médicale.
- Jacobson, M. (2007). Food matters. *Community Practice*, 15(3), 37-55.
- Kirkpatrick, S.I. et Tarasuk, V. (2008). Food insecurity is associated with nutrient inadequacies among Canadian adults and adolescents. *Journal of Nutrition*, 138, 604-612.
- Koç, M., MacRae, M., Desjardins, E., et Robert, W. (2008) Getting Civil About Food : The Interactions Between Civil Society and the State to Advance Sustainable Food Systems in Canada. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 3(2-3), 122-144.
- Lang, T. et Barling, D. (2012). Food security and food sustainability : reformulating the debate, *The Geographical Journal*. 178(4), 313–326.
- Lévesque, B. (2007). *Un siècle et demi d'économie sociale au Québec : plusieurs configurations en présence (1850-2007) (No ET0703)*. Montréal, QC : Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES).
- Levkoe, C. (2015). Strategies for forging and sustaining social movement networks : A case study of provincial food networking organizations in Canada. *Geoforum*, 58, 174–183.
- Longtin, D., et Rochman, J. (2015). *Les enjeux du développement social à Montréal : Évolution entre 1998 et 2014 (ET1503)*. Montréal, QC : Centre De Recherche Sur Les Innovations Sociales (CRISES).
- Loopstra, R. et Tarasuk, V. (2012). The relationship between food banks and household food insecurity among low-income Toronto families. *Canadian Public Policy*, 38(4), 497-514.
- Loopstra, R. et Tarasuk, V. (2015). Food Bank Usage Is a Poor Indicator of Food Insecurity : Insights from Canada. *Social Policy & Society*, 14(3), 443-455.
- Loopstra, R., Taylor-Robinson, D. et McKee, M. (2015). Austerity, sanctions, and the rise of food banks in the U.K. *BMJ* (on line), 350. doi : <https://doi.org/10.1136/bmj.h1775>
- Mah, C.L., Cook, B., Rideout, K. et Minaker, L.M. (2016). Policy options for healthier retail food environments in city-regions. *Canadian Journal of Public Health*, 107 (Suppl. 1), eS64–eS67.

- Mah, C. L., Hamill, C., Rondeau, K. et McIntyre, L. (2014). A frame-critical policy analysis of Canada's response to the World Food Summit 1998–2008. *Archives of Public Health*, 72 (1). <http://doi.org/10.1186/2049-3258-72-41>
- Mansfield, B. et Mendez W. (2013) Municipal Food Strategies and Integrated Approaches to Urban Agriculture : Exploring Three Cases from the Global North. *International Planning Studies*, 18(1), 37- 60. doi : 10.1080/13563475.2013.750942
- MacRae, R. (2011). A Joined-Up Food Policy for Canada. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 6(4), 424-457.
- MacRae, R., et Abergel, E. (2012). *Health and Sustainability in the Canadian Food System*. Vancouver, CB : UBC Press.
- MacRae, R. et Donahue, K. (2013). Municipal food policy entrepreneurs : A preliminary analysis of how Canadian cities and regional districts are involved in food system change. *The Canadian Agri-Food Policy Institute*. Repéré à <http://tfpc.to/wordpress/wp-content/uploads/2013/05/Report-May30-FINAL.pdf>
- Martorell, H. (2017). *The Evolution of City-Region Food Governance in Montreal : Food Politics, Policy and Planning Under Quebec's Neoliberal Turn* (Mémoire de maîtrise, Université Concordia). Repéré à <https://pdfs.semanticscholar.org/86a0/b8f59c0977830b1bbb7bfe926292bd7c1a39.pdf>
- Martorell, H. et Abergel, E. (2018). Building joined-up agricultural policies : Lessons from Quebec. *La Revue canadienne des études sur l'alimentation*, 5(3), 259-265.
- McIntyre, L., et Rondeau, K. (2010). Food insecurity. Dans J. Mikkonen et Raphael, D. (dir.), *Social determinants of health, The Canadian Facts* (pp. 26-27), Toronto, ON : York University School of Health Policy and Management.
- McKenna, M.L. (2010). Policy Options to Support Healthy Eating in Schools. *Canadian Journal of Public Health*, 101(2), S14-S17.
- Mercille, G. et Potvin, L. (2018). *Les interventions communautaires comme mesures de lutte à l'insécurité alimentaire*. Communication présentée à la rencontre Faim « Zéro » à Montréal, L'insécurité alimentaire à Montréal, l'ampleur du problème et les stratégies efficaces pour la combattre, Montréal, Québec.
- Miller, S. (2017). It begins with food : Food as inspiration and imperative for social change. Dans Antony, W., Antony, J. et Samuelson, L. (dir.), *Power and resistance* (6th Edition, pp. 380-399). Halifax, NE : Fernwood Publishing.
- Minaker, L.M., Shus, A., Olstad, D.L., Engler-Stringer, R., Black, J.L. et Mah, C.L. (2016). Retail food environments research in Canada : A scoping review. *Canadian Journal of Public Health*, 107 (Suppl. 1), p. eS4-eS13.
- Organisation for Economic Co-operation and Development (2010). *OECD Rural Policy Reviews Quebec, Canada*. DOI : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264082151-en>
- Organisation des Nations Unies (1948). *Déclaration universelle des droits de l'homme*. Repéré à <http://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/index.html>
- Parent, A.-A. (2015). *Portrait de la contribution de la santé publique à la sécurité alimentaire*. Rapport de recherche. Québec, QC : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale.

- Parent, G., et Desjardins, M.-C. (2015) Le droit et les systèmes alimentaires territorialisés : perspective canadienne. *Économies et Sociétés*, 37, 1185-1201.
- Pimlott, N. (2016). Lorsque les pauvres n'ont rien à manger. *Le médecin de famille canadien*, 62, 286.
- Pine, A.M., et De Souza, R. (2013). Including the voices of communities in food insecurity research : An empowerment-based agenda for food scholarship. *Journal of Agriculture, Food Systems and Community Development*, 3(4), 71-79.
- Potchukuchi, K. & Kaufman, J.L. (1999). Placing the food system on the urban agenda : The role of municipal institutions in food systems planning. *Agriculture and Human Values*, 16(2), 213-224. doi:10.1023/A:1007558805953
- PROOF (2017). Food Insecurity Research in Canada. Repéré à <http://proof.utoronto.ca/>
- Québec en forme (2013). *Le point sur la sécurité alimentaire*. Repéré à http://www.quebecenforme.org/media/206020/qef_fiche-thematique_securite-alimentaire_2013.pdf
- Réseau pour une alimentation durable (2018). Timeline of Food Policy in Canada. Repéré à <https://foodsecurecanada.org/policy-advocacy/timeline-food-policy-canada>
- Roncarolo, F. et Potvin, L. (2016). L'insécurité alimentaire comme symptôme de maladie sociale. Analyse d'un problème social d'un point de vue médical. *Le médecin de famille canadien*, 62, e161-e163.
- Ronson, D. et Carahern, M. (2016). Food banks : Big society or shunting yards? Successful failures. Dans Caraher, M. et Coveney, M. (dir.), *Food poverty and insecurity : International food inequalities* (pp. 78-88). Switzerland : Springer International Publishing.
- Rouffignat, J., Dubois, L., Panet-Raymond, J., Lamontagne, P., Cameron, S. et Girard, M. (2002). *Agir pour la sécurité alimentaire. Soutenir des pratiques d'intervention favorisant le développement social*. Québec, QC : Université Laval, Département de géographie.
- Rychetnik, L., Webb, K., Story, L. et Katz, T. (2003). *Food security options paper : A planning framework and menu of options for policy and practice interventions*. Sydney, Australia : Centre for public health nutrition and The University of Sydney.
- Santé Canada (2011). Insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2011-2012. Repéré à <https://www.statcan.gc.ca/pub/82-625-x/2013001/article/11889-fra.htm>
- Seed, B., Lang, T., Caraher, M. et Ostry, A. (2013). Integrating food security into public health and provincial government departments in British Columbia, Canada. *Journal of Agriculture and Human Values*, 30, 457-470. doi:10.1007/s10460-013-9426-x
- Skogstad, G. (2012). Effecting Paradigm Change in the Canadian Agriculture and Food Sector : Towards a Multifunctionality Paradigm. Dans R.J. MacRae et E. Abergel (dir.), *Health and Sustainability in the Canadian Food System : Advocacy and Opportunity for Civil Society* (pp. 17-38). Vancouver, CB : UBC Press.
- Sommet mondial de l'alimentation. (1996). Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale. Repéré à <http://www.fao.org/3/w3613f/w3613f00.htm>

- Tarasuk, V. (2017) *Implications of a Basic Income Guarantee for Household Food Insecurity* (Research paper no 24). Thunder Bay, ON : Northern Policy Institute.
- Tarasuk, V. et Eakin, J.M. (2003). Charitable food assistance as symbolic gesture : an ethnographic study of food banks in Ontario. *Social Science & Medicine*, 56, 1505-1515.
- Tarasuk, V., Mitchell, A. et Dachner, N. (2015). Household food insecurity in Canada, 2013. Toronto, ON : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Repéré à <http://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2015/10/foodinsecurity2013.pdf>
- Touzard, J.M. et Temple, L. (2012). Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue de la littérature. *Cahier Agriculture*, 21, 293-301. doi : 10.1684/agr.2012.0577
- Tremblay, L. (2008). *Les interventions à caractère participatif en sécurité alimentaire : relation entre les intentions et les actions* (Mémoire de maîtrise inédit). Université Laval, Québec, QC.
- Vaillancourt, Y. (2017). *Marges de manoeuvre des acteurs locaux de développement social en contexte d'austérité* (No ET1701). Montréal, QC : Centre de recherche sur les innovations sociales.
- Voghel Robert, M.E. (2016). Portrait de l'approvisionnement des initiatives alimentaires alternatives. Reperé à <http://www.revitalisationsaintpierre.ca/PortraitAlimentaire.pdf>
- Welsh, J. et MacRae, R. (1998) Food Citizenship and Community Food Security : Lessons from Toronto, Canada. *Canadian Journal of Development Studies*, 19(4), 237-255, doi : 10.1080/02255189.1998.9669786